



REVUE DE PRESSE
SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 08 JUILLET 2016

Consommation

Fraude à la carte bancaire: l'étranger plus exposé que l'Hexagone

La fraude sur les paiements par carte bancaire en France a augmenté de 4,4% en 2015, à 522,7 millions d'euros, selon l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement.

La fraude sur les transactions transfrontalières a ainsi bondi de 12%, pour atteindre 297,9 millions d'euros, quand celle sur les opérations en France baissait de 4,1%, à 224,8 millions d'euros.

Le taux de fraude global, en incluant tous les paiements et retraits réalisés avec des cartes françaises et les paiements et

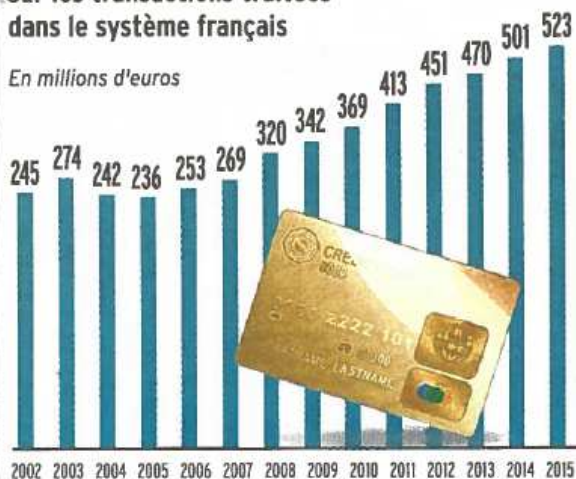
retraits avec des cartes étrangères en France, s'est donc établi à 0,082% en 2015, légèrement au-dessus de celui de 2014 (0,080%).

Un point de satisfaction: le niveau «historiquement bas» pour le taux de fraude sur les paiements au point de vente, à 0,009%.

«Cela représente moins d'un euro de fraude pour 10.000 euros dépensés. C'est infinitésimal», s'est félicité le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau.

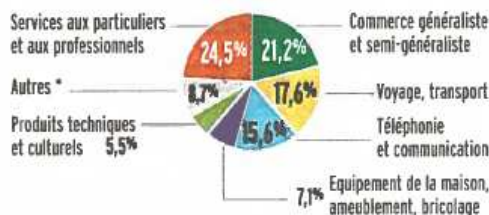
Evolution du montant de la fraude sur les transactions traitées dans le système français

En millions d'euros

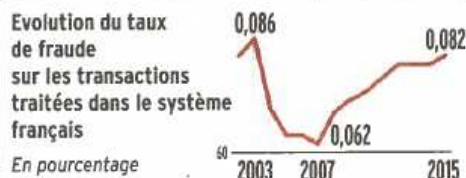


Source : Observatoire de la sécurité des cartes de paiement

Répartition de la fraude sur les paiements à distance par secteur d'activité



* Divers (3,5%), approvisionnement d'un compte, vente de particulier à particulier (1,7%), jeux en ligne (1,5%), santé, beauté, hygiène (1,1%), alimentation (0,6%), assurance (0,3%)



INFOGRAPHIE CL

Gensac-la-Pallue

Un projet pour accueillir les futurs militaires de la BA 709

Le dernier conseil municipal de Gensac-la-Pallue avant l'été a permis de faire le point sur les différents projets de la commune.

Un projet sur cinq hectares aux Provisions. Le conseil à l'unanimité vote l'achat des cinq hectares sur le site des Provisions, après l'accord des divers propriétaires, pour un coût global de 650 556 €. «On peut acheter sur nos fonds propres. On peut aussi faire un emprunt sur 10 ans. Concernant la viabilisation, le coût des travaux est estimé à 1 400 000 €», explique Jean-Marie Eichert. «Des contacts sont en cours avec les militaires de la BA 709, intéressée par environ un hectare en vue de l'arrivée prochaine des militaires de la base de Tours», précise le maire, Bernard Mauzé.

Travaux à venir Chemin Boisé. Les conventions seront signées avec le SDEG 16 (syndicat d'électrification et de gaz) pour l'éclairage public. «Le démarrage de ces travaux est prévu mi-juillet pour un achèvement début novembre. Une circulation en alterpat sera mise en place et la route coupée à toute circulation selon les besoins», signale le maire.

Le conseil favorable à une fusion à cinq. Le maire rappelle que le Rouillacais ne souhaite pas rejoindre le futur GrandCognac mais espère le contraire. «C'est à cinq que l'on aura une cohérence au niveau régional.» Claudine Sauvion estime: «Ce n'est pas à nous d'imposer par notre vote, la fusion de Rouillac.»

«Si le schéma à cinq a une cohérence, je trouve le procédé lamentable et pour le moins inélégant», déplore Alain Faurie. «Le problème de gouvernance pose des questions. Il faut que les élus aient le courage de dire les choses», note Bernard Mauzé. Après un large débat, le schéma proposé par le préfet est voté par 11 voix, 3 contre et 2 abstentions.

École maternelle: lancement d'un marché de maîtrise d'œuvre. Diverses options seront proposées au cabinet d'étude en octobre, pour affiner le choix. Un projet qui devrait être opérationnel pour la rentrée 2017.

Cantine et garderie. Pas d'augmentation des tarifs qui restent stables depuis 2013. Repas enfants 2,05 €, adultes 3 € pour un prix de revient à 6,38 € pour la commune. La garderie restera à 1,10 € et 2,05 € pour le mercredi.

La fraude sociale en hausse

La Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf) a détecté en 2015 près de 40.000 fraudes pour un montant de 247,8 millions d'euros, une somme en hausse de 18,2% par rapport à 2014, selon la branche famille de la Sécurité sociale.

L'an passé, 39.934 fraudes aux prestations ont été décelées par les Caisses d'allocations familiales (Caf) contre 32.828 en 2014 (+21,6%), a détaillé la Cnaf, qui a renforcé sa politique de contrôle. Les 102 Caf ont versé en 2015 près de 70 milliards d'euros de prestations (RSA, allocations familiales, Aide au logement, Allocation aux adultes handicapés, prime d'activité...) à 11,8 millions d'allocataires.

Quelque 32,8 millions de données d'allocataires (situation familiale, professionnelle, ressources...) ont été vérifiées grâce à des échanges de données avec Pôle emploi ou la Direction générale des finances publiques (DGFIP) et à des contrôles à domicile.

Considéré par la Cnaf comme le «meilleur outil de la politique de contrôle», le contrôle à domicile a permis de détecter 72.178 indus (somme d'argent perçue à tort par un allocataire, de manière frauduleuse ou non) pour un montant de 225 millions d'euros, mais aussi 49.013 rappels de droits (somme d'argent que la Caf doit à l'allocataire), ce qui représente 58,8 millions d'euros.

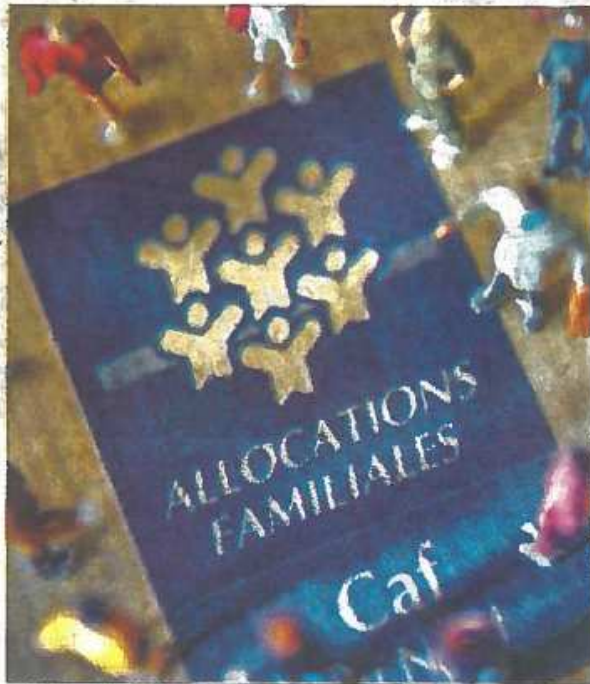
En 2015, près de 166.000 contrôles

■ La fraude aux prestations sociales a augmenté de 18% en 2015 avec un montant de 247 millions d'euros ■ La Caisse d'allocations familiales a renforcé les contrôles à domicile et l'exploitation des données personnelles

ont été réalisés par 640 professionnels, précise la Cnaf qui souhaite renforcer cette pratique grâce à l'embauche de 42 nouveaux contrôleurs.

Depuis quelques années, les contrôles sont mieux ciblés grâce notamment au «datamining», ou «exploration de données», qui permet d'extraire automatiquement des informations grâce à des méthodes statistiques et mathématiques et ainsi relever les incohérences.

En 2014, 70% des cas de fraude constatés avaient été dus à des omissions ou à des fausses déclara-



Près de 70 milliards d'euros de prestations sont versés à 11,8 millions d'allocataires.

tions, majoritairement sur les ressources, les situations professionnelles, les changements d'adresses. La fraude avait porté essentiellement sur les minima sociaux et sur les aides au logement.

Ces cas peuvent ensuite donner lieu à des avertissements, des pénalités financières, voire des poursuites pénales.

Avec un montant de 462 millions d'euros en 2015, les redressements opérés par l'organisme collecteur des cotisations de Sécurité sociale (Acos) pour «travail dissimulé» dépassent largement ceux de la fraude aux prestations sociales. Selon certaines estimations, la fraude fiscale atteint, elle, entre 60 et 80 milliards d'euros en France.

Consultation à 25 €: négociations bloquées

«Un gâteau» de 750 millions d'euros mangé par les généralistes, au grand dam des spécialistes. Trois syndicats de médecins libéraux sur cinq (CSMF, SML et Bloc) ont quitté hier les négociations avec l'Assurance maladie, les deux tiers de l'enveloppe sur la table concernant

l'augmentation de la consultation à 25 euros chez le généraliste. En revanche, MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. «On a besoin d'une convention», a plaidé son président, Claude Leicher. Ce texte, discuté depuis fin février, doit régir pour cinq ans les relations entre médecins et sécu et fixer leurs honoraires.

Mercredi, l'Assurance maladie a dévoilé une trame chiffrée à environ 750 millions d'euros pour l'ensemble des mesures proposées. Sur ce total, quelque 450 millions doivent financer l'augmentation en deux temps de la consultation de base chez les généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement, comme le demandaient tous les syndicats. Problème, le calendrier proposé, qui prévoit une revalorisation en deux phases, d'un euro en avril 2017, puis une seconde un an plus tard, ne satisfait personne. Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord.

Bellevue prend forme

CHATEAUBERNARD La zone de 10 800 m² d'enseignes a été inaugurée hier. Le Mas de la Cour-Bellevue est commercialisé à 60 %

PHILIPPE MÉNARD

Les premières enseignes ont ouvert en octobre dernier dans le « retail park » de Bellevue, à Châteaubernard. Mais il a fallu attendre un peu que le taux de remplissage soit présentable pour procéder à l'inauguration officielle, hier. La SAEML Territoires Charente en est à 60% de lots commercialisés sur les 28 hectares de Bellevue, à vocation commerciale, et les 14 hectares du Mas de la Cour, dédiés à l'artisanat et au commerce professionnel.

CFA Atlantique, le promoteur chargé de trouver des enseignes pour les cellules commerciales de Bellevue, affiche plus de 6500 m² loués sur un total de 10 800 m². Hier, la société venait de signer avec FEA, un spécialiste de l'accès-voiture automobile, qui doit ouvrir à la fin de l'année.

« Les enseignes installées sont très satisfaites. Les chiffres d'affaires sont très supérieurs aux prévisions », souligne Cécile Barreau-Marcelle, directrice par interim de Territoires Charente.

« Bonne clientèle »

David Gonzalez et Olivier Laffont, parmi les premiers arrivés avec Tip Top Centrakor (équipement de la maison), confirment. « Le bilan est



François Bonneau, président de Territoires Charente, a visité le parc en compagnie du directeur de CFA Atlantique. PHOTO PH.M.

très positif, il y a une bonne clientèle sur le bassin. On aimerait bien que ce soit plein.»

Selon Territoires Charente, Bellevue commence à capter des consommateurs au-delà du bassin cognacais. « Pour qu'une ville soit attractive, il faut un centre-ville dynamique, et une zone commerciale aussi. Ici, on le fait bien », considère Michel Gourinchas, qui espère rassurer les commerçants du cœur de Cognac. Le président de Grand-Cognac regrette que la zone n'ait pas vu le jour dix ans plus tôt. « On aurait eu plus d'enseignes nationales, qui hésitent à prendre le

risque aujourd'hui. » Il reste encore beaucoup à faire pour convaincre, en commençant par améliorer la signalisation et la desserte routière. C'est la priorité de Pierre-Yves Briand, maire de Châteaubernard et vice-président en charge des infrastructures. « Nous venons de lancer une étude pour voir quelles liaisons sont nécessaires. Faut-il une passerelle au-dessus de la RN141 ? Un nouvel axe qui relie directement la route de Barbezieux ? », s'interroge-t-il. La zone du Mas de la Cour-Bellevue, dans laquelle près de 14 millions d'euros ont été injectés, est loin d'être finie.

CHATEAUBERNARD

Réunion du SIEAAC. Le comité syndical se réunira mardi 12 juillet à 9 h 30 à la mairie de Châteaubernard. Ordre du jour : loi NOTRe ; délégation maîtrise d'œuvre à la Ville de Cognac pour le déplacement du feeder des quais ; questions diverses.

CHÂTEAUBERNARD

Les poupées mécaniques au pouvoir sur scène



Il était difficile de reconnaître les danseuses sous les perruques.

PHOTO SANDRA BALAHN

L'école de danse Estelle Simon a assuré trois représentations au Castel, vendredi, samedi et dimanche derniers à guichets fermés. Les robes cerceaux des danseuses et danseurs évoluent en mode graphique. En deuxième partie, vient l'heure

des poupées mécaniques, tout de blanc perruquées. Un virage rythmique que le spectateur n'a pas hésité à prendre après avoir touché sa corde sensible le temps d'une romance dansée et contée « des Misérables » en première partie.